

## Anthropologie et Sociétés



Yvan BRETON et Marie France Labrecque (sous la direction de)  
: L'agriculture, la pêche et l'artisanat au Yucatan :  
Prolétarianisation de la paysannerie maya au Mexique, Les  
Presses de l'Université Laval, Québec, 1981, 384 p. biblio., listes  
des tableaux, cartes et figures.

Mariette Gobeil

Volume 7, numéro 3, 1983

Vie et mort des langues

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006164ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006164ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gobeil, M. (1983). Compte rendu de [Yvan BRETON et Marie France Labrecque (sous la direction de) : L'agriculture, la pêche et l'artisanat au Yucatan : Prolétarianisation de la paysannerie maya au Mexique, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1981, 384 p. biblio., listes des tableaux, cartes et figures.] *Anthropologie et Sociétés*, 7(3), 159–161. <https://doi.org/10.7202/006164ar>

angle que celui des logiques formelles. Il s'agit plutôt d'extraire des données qualitatives des textes critiques afin d'esquisser le portrait-robot de deux types de voyageurs, appartenant à des époques historiques différentes. D'ailleurs, on retrouve à la fin du livre (pp. 409-411) une classification axée, cette fois-ci, sur les groupes professionnels qui se sont succédés dans le temps ou qui se sont diversifiés autour d'un même procès de production.

Sur le plan analytique, Madeleine Béland a opté pour la reconstitution syntagmatique du déroulement d'un voyage. Les trois grandes étapes suivantes : « l'engagement et le voyage », « La vie dans les bois ou les chantiers » et « Le retour » correspondent à des séquences. Elles sont, à leur tour, décomposées en motifs, relevant soit du cadre matériel (les temps de départ, le trajet, les moyens de transport, l'habitation, l'alimentation, l'habillement, les tâches à effectuer, etc.), soit de la « personnalité psychologique » de ces hommes de métier (le désolément, l'attente, la peur, l'agonie, le sentiment religieux, la déception, l'affirmation, etc.). Cette approche laisse percevoir des faiblesses théoriques importantes. Le découpage ou le montage tel qu'effectué procède d'une démarche plutôt intuitive, propre à l'auteure et démunie de présupposés directeurs. De plus, en ne privilégiant que le niveau factuel, celui de la succession chronologique des gestes et des émotions, les généralités qui s'en dégagent apparaissent comme des évidences, synthétisant les résultats de situations ou d'actes accomplis. N'aurait-il pas été préférable d'intégrer la logique temporelle du déplacement en forêt à la notion plus globale de cycle, lui aussi marqué par des séquences et des rites de passage ? On peut penser ici au cycle de vie, au cycle des travaux saisonniers et, pourquoi pas, à celui de l'exil temporaire : le voyage ?

Christine Godin  
Département d'anthropologie  
Université Laval

**Yvan BRETON et Marie-France LABRECQUE (sous la direction de) :**  
*L'agriculture, la pêche et l'artisanat au Yucatan : Prolétarianisation de la paysannerie maya au Mexique*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1981, 384 p., biblio., listes des tableaux, cartes et figures.

Cet ouvrage collectif, publié sous la direction de Yvan Breton et Marie-France Labrecque, fait suite à 52 mois de recherches effectuées dans six communautés paysannes du Yucatan, état du sud-est mexicain. Cet état est réputé pour ses sites touristiques dont les ruines rappellent que ce fut là le berceau de l'une des grandes civilisations de l'Antiquité : les Mayas. Le Yucatan est aussi connu pour sa production de henequen destinée à l'exportation. Le henequen est une catégorie d'agave connu sous le nom de sisal dont les fibres servent à la fabrication de cordes et de sacs.

Les auteurs(es) s'appuient sur leurs données de terrain pour démystifier l'aspect de petit producteur « indépendant » que ce soit de l'agriculteur, du pêcheur ou de l'artisan(e) et pour en arriver à constater le phénomène de décomposition de la paysannerie. Ce phénomène, même s'il n'est pas toujours évident, se manifeste, selon les auteurs, par une prolétarianisation masquée de la paysannerie.

La décomposition de la paysannerie prend toutefois différentes formes selon les secteurs concernés. Ainsi l'*ejidatario*, agriculteur jouissant de la possession d'une terre, est obligé de produire ce qu'on lui ordonne de produire et cela, selon des modalités bien précises. On l'obligera, par exemple, à sarcler plus de deux fois par an, même si c'est superflu, cela pour que son salaire soit « justifié ». En effet, ces paysans n'ont plus aucun contrôle

sur leur production, tant sur le procès de travail que sur les produits, puisque l'État mexicain, ici la Banque Agraire, leur offre du crédit, lequel leur est indispensable, moyennant plusieurs conditions qui permettent à la banque de contrôler leur production. Les *ejidatarios* doivent notamment « vendre » leurs produits à cette banque.

En ce qui concerne les petits paysans parcellaires, s'ils sont théoriquement propriétaires de leurs parcelles, c'est surtout lors de la vente de leurs produits qu'on les prend au piège.

Les pêcheurs, eux, possèdent pour la plupart leurs moyens de production. En effet, il semble qu'il ne soit pas rentable pour les entrepreneurs de s'impliquer au niveau de la production comme telle, étant donné les risques encourus. Ils préfèrent donc laisser aux pêcheurs le contrôle de leur production avec les inconvénients que ça comporte, pour n'intervenir plutôt qu'au moment de la mise en marché des produits. C'est alors que tous s'entendent sur les prix à payer aux pêcheurs, ces derniers n'ayant plus qu'à se résigner. D'autant plus que leurs instruments de travail — embarcations, moteurs, filets, ... — sont maintenant fabriqués industriellement, et que, pour se les procurer les pêcheurs doivent recourir au crédit, ce qui les lie aux « vendeurs-créanciers ». En effet, ces derniers exigeront des pêcheurs qu'ils remboursent leurs dettes avec le produit de leur travail et cela, aux prix fixés par les créanciers.

Les artisans(es) n'échappent pas non plus à un quelconque contrôle. Par exemple, vu l'augmentation des prix des fils qu'ils(elles) utilisent lors de la confection de leurs hamacs, les artisan(es) se voient de plus en plus dans l'impossibilité de produire de façon autonome. Au mieux, ils(elles) ne produiront que sur commande, pour s'assurer de ne pas se retrouver avec un produit invendu. Mais souvent, ils(elles) ne pourront même pas se procurer les matières premières pour les produits commandés et devront accepter de tisser pour des entrepreneurs qui leur fournissent les matières premières et récupèrent les produits finis pour les vendre. L'artisan(e) n'est plus alors qu'un(e) salarié(e) à domicile.

Toutes ces formes de production pré-capitalistes semblent donc susceptibles de disparaître. Toutefois une analyse plus poussée de l'articulation des modes de production met en évidence la nature récupératrice du mode de production capitaliste qui sait utiliser à ses fins des éléments propres à d'autres modes de production. Par exemple, il lui semble bon de laisser des petits producteurs « indépendants » produire des biens d'autoconsommation ou des biens de consommation destinés au tourisme ou à l'exportation, cela à des prix inférieurs à la valeur de leur force de travail investie. Toutefois cela n'est possible qu'en leur donnant l'illusion de travailler à leur compte, ce qui les contraint à comprimer leur consommation plutôt qu'à revendiquer « quoi » et « à qui ». Par ailleurs, en produisant des biens d'autoconsommation comme le maïs, ils assurent en partie la reproduction de leur force de travail, ce qui permet aux entrepreneurs ruraux de les engager seulement saisonnièrement et ce, à des salaires qui ne suffiraient pas à assurer la reproduction des travailleurs et de leurs familles.

L'idéologie dominante maintient donc une vision romantique des petits producteurs, ces derniers étant pourtant articulés d'une manière évidente au mode de production capitaliste, mais cela sous des formes tellement variées qu'il est difficile pour les différents secteurs de petits producteurs de songer à s'allier contre leur ennemi commun : le Capital. Si l'artisan(e), par exemple, est bien conscient(e) qu'il(elle) fait face à un problème de marché, il(elle) ne verra pas que tout le système est organisé de façon à permettre un transfert de valeur du secteur rural au secteur urbain.

En ce qui concerne l'intervention gouvernementale dans le domaine de l'« industrie » des coquillages, activité récente dans un village de pêcheurs, l'auteure Francine Royer semble, à mon avis, trop optimiste face à celle-ci. Pourtant, comme dans les autres secteurs, l'État n'intervient dans le secteur de l'artisanat que pour atténuer des tensions,

empêcher l'exode rural par exemple, ou encore pour renflouer les coffres de l'État avec les devises étrangères provenant de la vente des produits artisanaux aux touristes ou de leur exportation, favorisant ainsi des secteurs bien déterminés de la société mexicaine, dont les agents d'exportation (Gobeil 1982: 63-73).

La nature de l'intervention de l'État a pourtant été bien traitée par Yvan Breton dans la section sur la pêche. Il y explique la faible intervention de l'État auprès des pêcheurs côtiers par le fait qu'une intervention plus poussée dans ce secteur aurait des effets néfastes sur celui des pêcheurs capitalistes hauturiers (p. 286).

Il faut toujours être conscient que lorsque l'État vient en « aide » aux plus démunis, c'est seulement dans la mesure où ça n'affecte pas les fractions des classes dominantes à moins qu'il n'ait intérêt à faire disparaître une fraction nuisible aux fractions au pouvoir, par exemple pour résoudre la contradiction entre bourgeoisie industrielle et bourgeoisie agraire. Toutefois il est sûr que l'intervention étatique pourra parfois déranger des éléments des classes dominantes. L'État devra alors évaluer à quel point il peut, par exemple, atténuer les tensions chez les classes exploitées sans pour cela provoquer de trop grands remous chez ses concurrents en lutte pour le pouvoir. Parfois l'intervention de l'État auprès des classes exploitées se traduit même par une aide qui est en fait davantage orientée de manière à desservir les intérêts des classes dominantes que ceux des plus nécessiteux. Cela est clair dans le secteur de l'artisanat comme dans celui des cultures d'exportation.

Toujours en rapport avec l'artisanat, je tiens à souligner que l'écart entre les revenus des artisanes et d'une minorité d'artisans et ceux du reste des travailleurs mâles, doit non seulement être constaté mais lié à l'oppression des femmes plutôt qu'à la seule exploitation des artisans(es). En effet, mes données sur l'artisanat dans la Sierra Norte de Puebla, une autre région mexicaine, l'ont confirmé. Les artisans gagnaient près de l'équivalent du salaire minimum en vigueur dans leur région alors que les artisanes gagnaient moins de la moitié et même parfois jusqu'à moins du quart des revenus des premiers. Cela fut vérifié tant pour les artisans(es) autonomes que pour les « ouvriers(ères) à domicile » (Gobeil 1982: 45, 53).

En ce qui a trait à l'ouvrage dans son ensemble, il est excellent. Cependant une contradiction m'a sauté aux yeux. En effet, tout au long de l'ouvrage on est amené à constater que la paysannerie est récupérée plutôt que détruite intégralement par le système capitaliste qui a intérêt à maintenir chez les paysans l'illusion d'être des petits producteurs « indépendants » tout en les soumettant au mode de production capitaliste par différents moyens (pp. 153, 280, 286, 287, 348, 349 et 351). Pourtant, dans la conclusion, on parle de prolétarianisation de la paysannerie (p. 365).

Selon moi, il faut reconnaître la spécificité de la paysannerie « prolétarisée » par rapport au prolétariat urbain. Car si certains paysans sont convertis en purs prolétaires, la plupart deviennent plutôt des semi-prolétaires, pourvoyant ainsi en partie à leur reproduction.

Quoi qu'il en soit, l'important pour les « paysans » yucatèques n'est pas de savoir s'ils vont continuer à porter le nom de « paysans » ou s'ils vont plutôt adopter celui de « prolétaire rural » ou de « semi-prolétaire ». Ce qui importe, c'est qu'ils prennent conscience de l'exploitation qu'ils subissent et de la pertinence pour les différents secteurs exploités de la paysannerie de faire front uni dans la lutte contre leurs ennemis communs.

## RÉFÉRENCE

GOBEIL M.  
1982 *Les Artisans Mexicains sous le Capitalisme*, Mémoire de Maîtrise présenté à l'Université de Montréal.

Mariette Gobeil  
Département d'anthropologie  
Université de Montréal